

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



**« L'ÉNERGIE DANS LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE :
QUELLES IMPLICATIONS SUR LA SÉCURITÉ DU VÉNÉZUÉLA »**

**Mémoire de Géopolitique
du Capitaine de Vaisseau Ángel Belisario Martínez
dans le cadre du Séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directrice de Séminaire : Madame Isabelle Facon

Avril 2005

**« L'ÉNERGIE DANS LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA RUSSIE :
QUELLES IMPLICATIONS SUR LA SÉCURITÉ DU VÉNÉZUÉLA »**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

**« LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE ET SON INFLUENCE DANS LA
CONCEPTION ET LA CONDUITE DE SA POLITIQUE INTERNATIONALE »**

Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie russe.
Ambitions, politiques et stratégies russes dans le domaine énergétique.
Les relations extérieures de la Russie dans le domaine énergétique.

DEUXIÈME PARTIE

« L'ÉNERGIE : PIERRE ANGULAIRE DE LA VIE DU VÉNÉZUÉLA »

Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie vénézuélienne.
La politique énergétique vénézuélienne : reflet de la nouvelle politique internationale.
Les ressources énergétiques et sa relation avec la sécurité de l'État vénézuélienne.

TROISIÈME PARTIE

**« RÉPERCUSSIONS DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE SUR LA
SÉCURITÉ DU VÉNÉZUÉLA »**

L'Énergie : Motif américain pour intimider au Vénézuéla.
L'Association stratégique entre la Chine et la Russie.
L'Énergie : Pont stratégique qui unit à la Chine, la Russie et le Vénézuéla.
L'Alliance stratégique entre la Russie et le Vénézuéla.

INTRODUCTION

À première vue il paraîtrait que deux pays, comme la Russie et le Vénézuéla, séparés, par l'est et par l'ouest, par deux continents et un océan, espace qui c'est traduit respectivement en 9.500 et 9.800 kilomètres, peuvent avoir une relation géopolitique où les politiques en matière internationale du premier peuvent avoir des incidences sur la sécurité du secundo. Étrange considération si on prend en compte que la Russie, après le chute de l'URSS et sa baisse au rang de « puissance de second ordre », a été témoin de l'évaporation de sa condition de pays directeur dans la sphère des pays européens situés à l'est du Mur de Berlin et d'autres, qui dispersés à ce qui est large et vaste de la planète, ont embrassé la doctrine communiste sous l'influence soviétique. Doute original si nous considérons que le Vénézuéla est un pays qui n'a jamais été ni est communiste et qui, entre outre, est situé dans un secteur géographique de traditionnel et forte influence américaine

Toutefois, entre la Russie et le Vénézuéla du siècle XXI existe des liens qui ont été fortifiés depuis 1999 et qu'ils trouvent, particulièrement dans l'énergie, une plate-forme depuis où renforcer tout un éventail de relations que comprennent des aspects politiques, économiques, technologiques et militaires. Le pétrole et le gaz naturel sont constitués, par conséquent, dans le lien qui les réunit. Les dérivés de cette « relation énergétique », investissement de capitaux et gestion conjointe de l'affaire énergétique, trouvent dans la caractéristique indispensable que possède l'énergie pour les deux nations, l'engrais nécessaire pour favoriser une relation qui c'est traduit dans des bénéfices satisfaisants pour les aspirations abritées par les deux nations dans différents sujets.

En ce sens, la Russie comme le Vénézuéla comprennent qu'en temps de globalisation, la signification et la complexité du marché énergétique augmente ; il s'agit du marché d'un bien qui possède des caractéristiques intrinsèques qui le lient avec arriver de toute la planète. L'énergie c'est un bien essentiel, est la base du matériel industriel moderne et a des multiples utilisation qui lui confère le caractère de base fondamentale dans la société moderne. L'énergie est ce qui est mobilisatrice des processus économiques et technologiques de la société industrielle, c'est pourquoi sa propriété accorde du pouvoir dans les relations internationales à qui le possèdent, en lui donnant ainsi un caractère politique au marché énergétique et à la participation des divers acteurs. L'administration du prix, par exemple, est un acte politique que répercute sur le développement économique et social de toutes les nations. Cette condition politique fait que l'offre, la demande et la formation des prix soient influencées par l'environnement économique et que les décisions de marché pénètrent les domaines nationaux et acquièrent une dimension internationale.

Au niveau stratégique, la dimension des relations entre la Russie et le Vénézuéla, fournit des arguments qui permettent de souligner les priorités politiques et économiques de cette dernière dans les débuts du XXI siècle. Quant à la Russie, la relation avec le Vénézuéla est un pas de plus dans l'offensive diplomatique qui prétend approcher à Moscou avec Amérique Latine et en particulier avec l'axe de Caracas-Brasilia-Buenos Aires. Encore du processus dynamique que vivent les économies de ces pays sud-américains, suite à leur intégration, la région s'est transformée en un pôle d'attraction qui prétend former sa propre zone d'influence et où diverge en beaucoup d'aspects avec les intérêts de Washington. Un de ces aspects, celui relatif à la multipolarité, est un important point dans l'agenda international de Caracas et de Moscou. La Russie peut trouver au Vénézuéla des points d'appui pour renforcer sa position dans la scène internationale, revitaliser son économie et préconiser l'idée d'un monde multipolaire. Pour sa part, le Vénézuéla, un pays en plein processus de transformation politique et économique, cherche en Russie un partenaire stratégique qui l'approuve devant les turbulences qui caractérisent la politique internationale depuis l'année 2001. Dans le cadre de ces idées, et en partant de l'influence qui possède l'énergie dans la conformation et conduite de la politique extérieure de la Russie, celui qui souscrit, prétend définir quelles sont les répercussions que sur la sécurité de l'État vénézuélien ont les politiques que en matière de relations internationales émane le Kremlin.

1. LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE ET SON INFLUENCE DANS LA CONCEPTION ET LA CONDUITE DE SA POLITIQUE INTERNATIONALE.

a. Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie russe.

La Russie est un pays de richesse extraordinaire, avec d'immenses ressources naturelles et avec un capital humain prodigieux, dans lequel coexistent actuellement des secteurs de haut niveau scientifique et technologique. Depuis 1999, la Russie connaît une croissance soutenue¹, mais, son principal problème est plutôt une insuffisante diversification de son économie. Dans ce souci d'atteindre le statut de puissance économique, la Russie maintient son regard sur un secteur dans lequel elle a toutes les possibilités d'être compétitive : l'énergie.

Effectivement, la Russie dispose d'un vaste potentiel énergétique, basé en réserves de pétrole, de gaz naturel, de charbon et d'uranium, qui la placent, derrière des États-Unis d'Amérique, comme la seconde puissance énergétique à l'échelle mondiale. La Russie

¹Le PIB de la Russie a crû durant l'année 2004, 6.9% et pendant le 2003, 7.3 %, en maintenant le rythme assumé depuis 1999. Rapport préliminaire de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement publié sur www.un.org

possède à niveau mondial le 5,7% de réserves de pétrole, le 30% de réserves de gaz (premier pays au monde en cette catégorie), le 15,9% de réserves de charbon et le 4% de uranium². Aujourd'hui, la Russie est le second exportateur, le troisième producteur et le cinquième consommateur de pétrole au niveau planétaire. Conséquence de cela, l'économie russe est hautement sensible au marché énergétique mondial, spécifiquement, à l'évolution des prix du pétrole, puisque les recettes à l'exportation fournissent autour de 25% des recettes du gouvernement³.

Aujourd'hui, la Russie essaye de fortifier sa position comme un des leaders mondiaux dans la production de pétrole, grâce à sa production moyenne de 8.8 millions de barils quotidiens pendant l'année 2003 et à sa consolidation en 2004, comme le producteur du 11.4% du pétrole au niveau mondial⁴. À cet effet, il a mis en place des politiques et des stratégies qu'il considère pertinentes pour atteindre cette fin.

b. Ambitions, politiques et stratégies russes dans le domaine énergétique.

La politique internationale de la Russie fait partie de la politique nationale dans un contexte plus large et pour cette raison son cours dépend directement du moment idéologique que vit la nation. Par conséquent, pour la compréhension correcte de la politique extérieure russe dans le domaine énergétique et pour l'interprétation adéquate de sa logique, il est nécessaire de connaître la situation idéologique que vit la Russie actuelle. Sous le mandat du Président Putin, la Russie a posé la nécessité de considérer ce qui est relatif à l'énergie comme un levier qui permet de développer certaines des lignes stratégiques de sa politique extérieure. À cet effet, elle a activé un solide plan d'action politique et diplomatique qui vise, entre autres, à maintenir et/ou augmenter sa présence et son prestige international, promouvoir la multipolarité, retrouver sa condition de puissance mondiale, se libérer de l'assistance économique internationale et se rapprocher de l'Union Européenne et du continent asiatique.

À cet effet, le gouvernement russe a formulé, pendant l'année 2003, un plan de politique énergétique⁵ qui oriente les stratégies dans ce domaine. Ce document indique les perspectives de l'évolution de la politique énergétique et ses possibles influences dans la situation de la problématique énergétique globale jusqu'à l'année 2020.

Ce document traite d'une manière explicite et détaillée les aspects techniques, économiques, écologiques et sociaux de la situation énergétique russe. L'instrument est essentiellement de politique énergétique étatique, et il se fonde sur le contrôle et la propriété

²Renardet, Pascal «Unit géopolitique mondiale de l'énergie et un plan stratégique pour la France» Ed. Ellipses 2004.

³Sánchez Andrés, Antonio «L'Économie russe : Une décennie de transition» Ed. Université de Valence 2004.

⁴Mijares, Miguel «L'importance du pétrole russe pour le futur de l'ordre mondial» publiée sur www.analitica.com

⁵Mieres, Francisco «Politique énergétique russe 2003 » publiée sur www.soberania.com

de l'État, ainsi que sur les responsabilités et les devoirs de ce dernier comme axe de la politique énergétique, en mettant l'accent sur le potentiel énergétique liée à la détention de ressources comme le levier principal de sa politique internationale, économique et sociale; bien qu'il accepte des mécanismes de marché, comme l'apport d'investissement privé, y compris étranger dans des schémas de profits partagés.

Le premier objectif fondamental explicite est la sécurité énergétique nationale, comme garantie de l'approvisionnement régulier et stable des besoins de la population, de l'économie et de la souveraineté étatique. La priorité dans l'approvisionnement interne est réitérée pour chacune des branches du secteur énergétique. Le second objectif est la maximisation des recettes en devises suite à l'accroissement du volume des exportations d'hydrocarbures et l'extension des marchés. Pour obtenir ceci, l'État prétend développer une stratégie qui consiste à la valorisation de l'espace euro asiatique, par la consolidation de sa relation énergétique avec l'Union Européenne et sa projection vers les marchés orientaux. La stratégie russe est dirigée, donc, dans deux directions : L'Europe (particulièrement à l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne) et la région d'Asie Pacifique (le Japon, la Corée du Sud, la Chine et l'Inde). Pour cela il prétend renforcer la capacité logistique de la Mer Baltique et les oléoducs vers l'Europe Centrale, comme alternative aux risques de la Mer Noire et du détroit du Bosphore⁶, ainsi que l'extension de ses connexions avec la région Asie Pacifique au moyen de voie ferrée et d'oléoducs.

Le document est extrêmement autocritique dans le diagnostic technique économique. Il indique que l'énergie est le principal secteur de l'économie nationale et qu'elle a été rendue plus proéminente compte tenu de la chute des autres secteurs qui a entraîné l'effondrement de l'URSS, faisant de l'énergie la principale source de devises et de recettes de l'État fédéral. Toutefois, ce secteur a été affecté par quelques faiblesses, comme :

1) Basse capacité réelle pour valoriser le potentiel productif, par détérioration des équipements et manque de maintien des puits et des gisements, manque de renouvellement des infrastructures et négligence pour ce qui concerne les niveaux d'optimisation de productivité.

2) Basse activité exploratoire et d'infrastructure, déficit d'équipement, de transport et d'investissement.

⁶Dans la Mer Noire est apparue dernièrement une situation critique en rapport avec le pas de bateaux réservoir à travers le Bosphore. Les autorités turques limitent le pas aux deux côtés du détroit aux heures du jour. Le long séjour de bateaux réservoir immobilisés devant l'entrée dans les détroits fait que les expéditeurs de charges perdent du temps et de l'argent. Les autorités turques, qui déclarent que les détroits "ne sont pas des oléoducs" et font allusion au danger potentiel que représentent les navires innombrables qui transitent à des centaines de mètres des secteurs densément peuplés. En réduisant artificiellement la capacité de transit des détroits et diminuer de cette façon la probabilité d'une catastrophe écologique, les autorités locales provoquent l'obstruction.

3) Restrictions à l'exportation par insuffisances des voies et moyens de transport, ports et terminaux d'embarquement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

4) Gaspillages énormes et pertes en transport, distribution et consommation, qui triplent l'intensité énergie- produit en Russie en comparaison avec des pays occidentaux.

Toutes ces faiblesses et d'autres, qui sont connexes, comme les inégalités géographiques sociales dans la distribution finale de l'énergie et la préservation de l'environnement, posent au pays un immense défi d'efficacité énergétique, tant dans le modèle de production que dans celui de consommation, pour obtenir un sérieux niveau d'économie d'énergie qui lui permet de baisser le gaspillage interne et de monter la fraction disponible pour l'exportation.

Le dépassement de certaines insuffisances dans des réparations, du remplacement, de la formation, de l'équipement, de la recherche, etc. pose une tâche d'envergure colossale qui requiert des décisions politiques, législatives et administratives. Cela reflète un manque d'investissements énormes et de facilités fiscales, de négociations avec autres états, ainsi que de grands projets de long terme (5 à 10 années), avec peu d'effet productif initial, et dans lequel on testera les objectifs du plan jusqu'au 2020.

En somme, les aspirations russes de consolider ses relations commerciales actuelles dans le domaine énergétique avec l'Union Européenne et de renforcer sa présence sur le marché asiatique dépendent de l'accroissement des investissements, de l'implantation des nouvelles technologies, de la construction de nouveaux oléoducs et du développement de la production en Sibérie Orientale, tâches qui resteront toutes sous strict contrôle étatique.

c. Les relations extérieures de la Russie dans le domaine énergétique : état des lieux et perspectives.

Après la dissolution de l'Union Soviétique, en décembre 1991, est apparu un nouvel État russe avec des caractéristiques nouvelles en ce qui concerne tant le contenu politique et idéologique de l'État que ses relations extérieures. Si pendant 70 années les relations de Moscou avec le reste du monde ont été présidées par la tension et la méfiance, quand non par la menace et le conflit, la nouvelle Russie cherche à créer un espace international de collaboration et confiance où l'Europe et l'Asie mériteront une attention spéciale.

L'effondrement des structures de gouvernement et du modèle économique soviétique a conduit la Russie à la réintégration progressive sur un marché énergétique toujours féroce. Depuis 1991 la Russie a augmenté ses espoirs d'exportation à l'égale de son taux d'exploitation. Le gouvernement russe, durant les 3 dernières années (2001 - 2004), a

lancé l'idée que la Russie, à moyen terme (10 années), pourrait dépasser la production de l'Arabie Saoudite (quelque 9 millions de barils quotidiens), et projette même un niveau de production de quelque 12 millions de barils quotidiens, considérant l'expansion de la consommation mondiale, découlant du développement de l'économie chinoise, du refus des États-Unis de réduire leurs émissions de déchets à l'atmosphère par le Protocole de Kyoto et du croissant complexe industrielle militaire que du Japon.

L'objectif que la Russie s'est imposé, de 12 millions de barils quotidiens, est seulement possible si :

1) En assurant le libre transit du pétrole des rives de la Caspienne à celles de la Mer Noire. Pour cela, les Russes viennent de construire, en 1999, un nouvel oléoduc qui évite par le nord le territoire de la Tchétchénie. Ce nouvel oléoduc a une importance capitale dans la géostratégie de la Russie car il lui permet de garder un contrôle sur le transport pétrolier dans la région.

2) En renforcer la capacité logistique de la Mer Baltique et les oléoducs vers l'Europe Centrale pour fournir l'occident.

3) En développant par investissement étranger la potentialité de transport du pétrole sibérien.

La situation du pétrole de Sibérie n'est pas moins complexe ni demande moins d'attention à l'analyse géopolitique, surtout face à la corrélation potentielle de pouvoir durant les années à venir du XXI. siècle Pour être plus isolé des traditionnels centres de prise de décisions, étant moins densément peuplées et par son vastement, les régions sibériennes de la Russie ont été géographiquement moins prises en considération dans une perspective énergétique. Les explorations soviétiques avaient déjà rendu compte du potentiel pétrolier et gazier du sous-sol sibérien, mais le caractère agreste de l'immense territoire fait que ce potentiel est resté toutefois comme une source énergétique in situ du développement industriel autochtone naissant, mais surtout comme une réserve stratégique de la Russie européenne. C'est seulement avec la chute de l'URSS que la Sibérie s'est transformée en une pièce clef dans l'insertion russe au marché pétrolier régional.

D'autre part, il existe aujourd'hui entre la Chine et le Japon une lutte commerciale pour le pétrole de la Sibérie orientale. Moscou a décidé d'exploiter ses réserves de l'Est, mais a fait valoir la nécessité d'investissement étranger significatif pour transporter le brut depuis la toundra. La Chine, avec une importante croissance dans ses provinces intérieures, mais par dessus, avec une demande énergétique croissante dans les grandes villes commerciales à les bords de la Mer de la Chine, a voulu influencer la prise de décisions russe en faveur de la construction d'un oléoduc qu'elle rejoint avec le réseau chinois de distribution

d'énergie à travers l'industrialisée province de Manchourie. De cette manière la Chine pourrait couvrir sa demande énergétique accrue dans les provinces extérieures (placées au nord, au sud et à l'est du pays) et destiner l'excédent de matière première (brut et gaz, mais surtout charbon) aux provinces intérieures moins développées, afin d'obtenir une croissance plus homogène de son parc industriel et fournir de meilleures conditions aux territoires qui doivent produire les ressources alimentaires pour une population d'approximativement 1.3 milliard d'habitants. Dans ce souci, la Chine est disposée à investir en Russie dans le but de prendre une part active dans les processus d'exploitation et de production, non seulement de pétrole, mais aussi de gaz. En ce sens on aperçoit la possibilité d'avancer un projet d'exploitation de vastes ressources de gaz, par le consortium patronal BPTNK et GAZPROM en Sibérie Centrale avec l'objectif principal d'approvisionner de gaz à la Chine et le sud-est asiatique. Le Gouvernement de Pékin, avec la principale entreprise étatique de gaz de la Russie, GAZPROM, avance des conversations pour établir des accords d'approvisionnement par l'ordre de vingt milliards de mètres cube annuels de gaz à partir de l'année 2010.

D'autre part, l'intérêt de Pékin pour des approvisionnements russes a été démontré plus ouvertement quand des banques chinoises ont aidé au Kremlin dans la nationalisation d'YUKOS, à travers l'acquisition d'YUGANSKNEFTGAZ, propriétaire d'immenses gisements de brut en Sibérie. EXIMBANK et d'autres banques du pays asiatique, liées à la CNPC (CHINE NATIONAL PETROLEUM CORPORATION), ont accordé des crédits par une quantité de six milliards de dollars à travers la banque étatique russe VNESHECOMBANK. La directive du Gouvernement de Pékin est claire : être approvisionné de brut pour satisfaire sa immense demande. La manoeuvre financière lui a assuré 10 millions de tonnes de brut pour 2005 et 15 millions pour 2006.

Pour sa part, le Japon combine la seconde économie du monde, une population hautement éduquée d'environ 130 millions d'habitants et un espace géographique peu favorable quant à possession de ressources naturelles, surtout énergétiques. Les 5.3 millions de barils quotidiens que consomme le Japon sont totalement importés « *dans 68% de membres de l'OPEP (surtout du Golfe Persique), et raffinés par l'industrie japonaise dans 92.5% »*⁷. Le pays se trouve dans une étape de transition stratégique et de redéfinition géopolitique : sa situation spatiale et son histoire sont placées de manière défavorable face au reste de l'Asie orientale, d'autre part, l'industrie d'armement japonaise, les dépenses de défense et sa coopération financière et militaire en Iraq parlent d'une économie puissante qui souhaite assurer sa position et renforcer la perception extérieure sur sa capacité politique.

⁷Jiménez, Isabel «Le pétrole et ses implications dans l'économie mondiale » Ed. Fondation d'Études Boursières et Financières 2004.

Assurer la construction d'un oléoduc sibérien qui a pour terminal le port russe de Vladivostok, par exemple, ferait dépendre à toute la région russe orientale du marché et de l'influence japonais, tandis qu'il pourrait satisfaire ses besoins énergétiques.

La Corée du Sud est le second importateur mondial de gaz naturel liquéfié. En 2002, la consommation de pétrole a totalisé une moyenne de 2.3 millions de barils quotidiens et on escompte que pour 2020 la consommation atteint les 3 millions de barils quotidiens. Toutefois, la Corée du Sud ne dispose pas d'exploitations propres de pétrole ni de gaz naturel, ce qui la fait dépendre de la disponibilité continue des importations et souligne la vulnérabilité de son économie devant toute interruption de l'approvisionnement. En aspirant à la sécurité de l'approvisionnement à travers de la diversité en termes d'approvisionnement, la Corée du Sud est disposée à importer du gaz naturel et du pétrole de la Sibérie Orientale russe.

L'Inde est une des économies de croissance plus rapide dans le monde pendant la présente décennie et cela restera le cas dans l'avenir proche. Cette croissance, pour sa part, se traduit dans une demande toujours plus grande d'hydrocarbures, concrètement de pétrole et de gaz naturel. Pendant 2002, les besoins de l'Inde ont été d'approximativement 2.1 millions de barils quotidiens de pétrole, dont environ deux tiers viennent de l'importation. Pour l'année 2020 la demande de pétrole atteindra le chiffre de 4.9 millions de barils quotidiens. Bien que l'Inde mette en oeuvre des actions pour limiter sa dépendance vis-à-vis du pétrole importé en accélérant les exploitations et la production internes, toute réduction significative est incertaine. Toutefois la consommation de gaz naturel s'accélère plus vite que celle de tout autre combustible. Dans un futur proche l'Inde devra commencer à importer une grande quantité de gaz naturel, soit par voie de gazoduc soit sous forme de gaz naturel liquéfié, ce qui augmentera sa vulnérabilité aux importations. Cette situation la catalogue comme un des grands potentiels importateurs d'énergie russe.

D'autre part, la Russie est déjà le plus grand partenaire énergétique de l'Union Européenne. En 2003, « *la Russie a été le pays d'origine de plus du 19% du pétrole importé par l'Union et plus du 40% du gaz* »⁸. Entre outre, la Russie a été le plus grand fournisseur d'uranium de l'Union Européenne. Pendant cette même année, l'énergie a constitué presque 50% de la valeur totale des exportations russes à l'Union. Dans le sommet bilatéral, qui a eu lieu à Paris le 30 octobre 2000, on a établi une collaboration énergétique entre l'Union Européenne et la Russie. Ce dialogue a permis d'analyser toutes les questions d'intérêt commun dans le cadre de l'énergie, y compris l'instauration d'une coopération en matière d'économie énergétique et de rationalisation des infrastructures de production et de transport,

⁸Menéndez, Emilio «Géopolitique Énergétique: Un sujet couvert de la globalisation» Ed. Université de Monterrey 2004.

les possibilités quant à des investissements européens et les relations entre des pays producteurs et consommateurs.

La Russie et l'Union Européenne ont des intérêts géopolitiques, économiques et culturels complémentaires et sont collaborateurs naturels en matière énergétique. L'Union Européenne a un intérêt vital en maintenir et consolider le rôle joué par la Russie comme fournisseur de gaz et de pétrole dans des conditions commerciales favorables pour le marché européenne. De même, l'Union Européenne a intérêt à renforcer les capacités d'infrastructures de la Russie comme fournisseur sûr et fiable au moyen de transferts technologiques et d'investissements.

Quant à l'Amérique Latine, les actions russes dans le domaine énergétique se sont orientées vers la concrétisation d'importants accords avec le Vénézuéla dans les secteurs de l'exploration et de l'exploitation. Toutefois, les objectifs les plus ambitieux de la Russie portent sur la constitution d'un organisme qui regroupe les pays exportateurs de gaz et la promotion d'alliances qui contribuent à la stabilisation des prix du pétrole.

En opposition avec les bonnes perspectives décrites dans les paragraphes précédents, la perspective d'une potentielle relation énergétique avec les États-Unis, envisagée par quelques secteurs russes⁹ en 2003, a tendu à s'atténuer. En effet, jusqu'à la moitié de 2004, en Russie comme aux États-Unis on parlait avec optimisme sur les perspectives d'exportation de pétrole sibérien aux États-Unis. Le marché américain cherchait une alternative pour être fourni de brut et la Russie, deuxième producteur mondial, paraissait le candidat adéquat. Dans un clair signal de rapprochement, des entreprises américaines comme EXXON MOBIL et CHEVRON TEXACO ont acquis un important paquet d'actions de YUKOS et de SIBNEFT, qui venaient d'être fusionnées. Toutefois, la détention en Russie du président de YUKOS, Mikhail Khodorkovski, et l'accusation contre YUKOS d'évasion fiscale de plus de 27 milliards de dollars, ont mis fin au climat de bonne entente. Mais, une année plus tard, la situation est très différente. YUKOS est au bord de la disparition, sa plus importante filiale a été vendue et pourrait rester, sur le court terme, entre les mains de l'État russe. Comme corollaire, l'intérêt russe croissant d'augmenter son exportation de gaz et de

⁹Pendant le cours de l'année 2003, les présidents des entreprises YUKOS, LUKOIL, SIBNEFT et TYUMEN OIL ont sollicité au Gouvernement russe autorisation pour tracer des nouvelles routes de transport de pétrole et de gaz envers la Chine, le Japon et les États-Unis. L'approbation hypothétique marquerait la fin du monopole de TRANSNEFT. Dans le cas particulier des exportations envers les États-Unis, le port arctique de Mourmansk, est choisi comme terminal d'un grand oléoduc qui transporterait ce qui est brut sibérien vers la mer de Barents, depuis où il pourrait être affrété envers les États-Unis. Ce projet, qui coûterait 4.500 millions de dollars, transformerait à la Russie en fournisseur de pétrole pour les réserves stratégiques des États-Unis. Toutefois le gouvernement russe rejette l'initiative. Devant ce fait, le président d'YUKOS, Mijail Jodorkovski, a accusé alors au Gouvernement d'établir un contrôle "saoudien" sur les routes pétrolifères et a regretté que la bureaucratie puisse descendre le grand projet du nord. Ce fait a marqué le début de la fin de la "relation énergétique potentielle" des deux pays.

pétrole à la Chine et la concrétisation des accords pour la participation chinoise en les explorations de gaz et de pétrole en Sibérie, renforcés par les déclarations du Président Putin fonds comprendre que Moscou est disposée à négliger les États-Unis pour négocier plus activement avec la Chine. Cette situation s'est transformée en une affaire sensible et gênante pour Washington, que non pas vue avec de bons yeux les alliances entre "des potentiels adversaires".

Dans le cadre de ces expressions de la politique internationale russe, la relation avec les États-Unis est désormais plus distante. En effet, les différences en ce qui concerne la guerre en Irak, les élections en Ukraine et la situation dans l'espace ex-soviétique en général, la gestion de l'affaire YUKOS et le rapprochement avec la Chine sont quelques exemples. Dans le cas du rapprochement avec Beijing, ça ne comprend pas seulement le cadre énergétique mais touche également au domaine militaire, surtout militaro-industriel. Effectivement, l'établissement « *d'un système de consultations régulières en matière de sécurité* »¹⁰ avec la Chine, la déclaration de l'état chinois en reconnaissant à la Russie comme « *son principal partenaire pour la coopération stratégique* »¹¹ et l'accord des deux pays pour effectuer au mois d'août 2005 des manœuvres militaires combinées sans précédent, est perçu comme un rapprochement qui vise à un renforcement des deux nations sur le marché stratégique international.

Pour résumer, l'actuelle politique énergétique russe dans le domaine international présente trois orientations clairement définies. Le premier porte sur le marché qu'offre l'Union Européenne. Dans ce cadre, la tâche primordiale est la consolidation du marché et l'échange technologique qui doit permettre un accroissement de la production et par conséquent des exportations. La deuxième orientation, et peut-être la plus importante, est orientée vers la réalisation d'une présence plus intense sur les marchés asiatiques, en particulier sur les marchés chinois et japonais, en conséquence de la possibilité ouverte à la participation des capitaux provenant de ces pays. En ce sens, le gouvernement russe a approuvé au mois de janvier 2005 la construction d'un oléoduc, qu'en arrivant jusqu'à l'Océan Pacifique, il permettra d'exporter brut au Japon. La compagnie étatique TRANSNEFT sera à charge du projet, avec lequel on prétend transférer l'équivalent à 1.6 millions de barils quotidiens. L'oléoduc aura 4.130 kilomètres de longueur et on étendra depuis Taishet, dans l'est de Sibérie, jusqu'à Pervoznaya, dans la région de Primosk, voisin à l'océan Pacifique. On estime que le coût sera supérieur aux 10.000 millions de dollars. Quant à la proposition de l'oléoduc à la Chine, celle-ci n'a pas prospéré. On estime que dans le futur sera construite une

¹⁰ Poch, Rafael «La Chine et la Russie : Partenaires Stratégiques» publiée sur www.vanguardia.com

¹¹ Poch, Rafael «La Chine et la Russie : Partenaires Stratégiques » publiée sur www.vanguardia.com

branche qui reliera la localité de Skovorodino avec la frontière chinoise. Pendant ce temps, les chemins de fer russes se sont engagés à transporter à ce pays 300.000 barils de brut quotidiens, en 2007. Le troisième fait référence à l'entente avec l'OPEP et à la proposition de créer une organisation des pays exportateurs de gaz.

Dans le contexte de cette politique énergétique développée par la Russie on peut déduire certains aspects avec des effets potentiels sur l'économie et la sécurité de nations tierces. Tel est le cas d'un autre pays pour lequel l'énergie est l'épicentre de sa propre vie : le Vénézuéla.

2. L'ÉNERGIE : PIERRE ANGULAIRE DE LA VIE DU VENEZUELA.

a. Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie vénézuélienne.

Pendant l'année 2004 le Vénézuéla a expérimenté « *une haute récupération économique qui place sa croissance dans le 18% de son Produit intérieur Brut* »¹². L'économie au Vénézuéla a été propulsée par la hausse des prix du pétrole, l'expansion de 20% de l'activité non énergétique et par la récupération marquée des droits d'importation (68.1%). De plus, les prévisions estiment que l'économie vénézuélienne continuera à augmenter pendant 2005 à un taux qui oscillera entre 7% et 8% du Produit intérieur Brut (PIB)¹³. Toutefois, et malgré tout ceci, l'industrie de l'énergie, vu sa potentialité et ses vastes ressources, sera encore l'épicentre de l'économie nationale et le coeur de la nation même.

Effectivement, peu de choses se produisent au Vénézuéla qui n'ont pas, directement ou indirectement, à voir avec le pétrole. Disposant des plus grandes réserves de pétrole dans le monde hors du Moyen Orient, le Vénézuéla sera encore le plus grand producteur de pétrole en Amérique Latine pendant beaucoup de temps. Les plus grandes réserves de pétrole lourd et extra lourd dans le monde, placées dans la ceinture bitumineuse de l'Orinoco, représentent 51%¹⁴ du total mondial. En conséquence, l'indépendance énergétique vénézuélienne est assurée. Sa capacité à satisfaire la consommation interne comme les besoins à l'exportation à une grande ampleur la place au nombre des quelques nations au monde ayant un tel avantage. « *Les réserves prouvées de pétrole actuellement, dépassent les 64.000 millions de barils, c'est pourquoi le Vénézuéla est le sixième pays avec les plus grandes réserves prouvées dans le monde* »¹⁵. Également, la production actuelle est placée entre les 3.000.000 et 3.200.000 barils par jour, condition qui fait du pays le cinquième producteur

¹² Banque Centrale du Vénézuéla / www.bvc.gov.ve

¹³ Banque Interaméricaine de Développement / www.iadb.org

¹⁴ Ministère l'Énergie et des Mines du Vénézuéla / www.mem.gov.ve

¹⁵ Renardet, Pascal «Unit géopolitique mondiale de l'énergie et un plan stratégique pour la France» Ed Ellipses 2004.

mondial. La consommation interne du Vénézuéla en 2003 a été de 550.000 barils quotidiens, en exportant 2.500.000 tonnes quotidiens ; desquels 63% ont été vendus aux États-Unis¹⁶.

D'autre part, dans le pays il existe des énormes réserves de gaz naturel, associées et non associées avec des gisements de pétrole. Pendant les dernières années on a trouvé de nouvelles réserves dans la région du nord-est tant, qui font monter les réserves déjà prouvées à « 3.9 milliards de mètres cubes de gaz naturel, en plaçant le pays au septième rang mondial »¹⁷.

« L'industrie pétrolière vénézuélienne produit plus du 75% des exportations du pays, près du 50% des recettes fiscales de l'état et le 33% du Produit intérieur Brut »¹⁸. En 2002 l'entreprise étatique PDVSA (Pétroles du Vénézuéla S.A) a apporté au fisc 8.133 millions de dollars. La capacité de production de pétrole du Vénézuéla est de 3.8 millions de barils quotidiens, avec une infrastructure qui inclut 20.000 puits actifs dans 2.450 gisements, 300 champs pétroliers et plus de 6.000 kilomètres d'oléoducs. La capacité de traitement de pétrole est de 3.3 millions de barils quotidiens, distribuée dans six complexes au Vénézuéla, une au Curaçao, huit aux États-Unis et neuf en Europe. PDVSA gère 10 usines d'extraction et de fractionnement de gaz naturel, en produisant presque 6 millions de pieds cubes de gaz méthane et 180.000 barils quotidiens de gaz naturel liquide pour la consommation interne¹⁹.

Les potentialités vénézuéliennes dans le domaine énergétique déjà décrites et la disponibilité d'une entreprise, qui comme PDVSA, est capable de gérer avec succès l'affaire énergétique, confirment que l'énergie continue étant la pierre angulaire de l'économie vénézuélienne et son point d'appui pour accéder à satisfaisants niveaux de prospérité.

À l'égal de cela, le Vénézuéla d'aujourd'hui vit des temps où on introduira de grands changements dans le rôle qui jouerait le pétrole comme un instrument adéquat pour promouvoir son développement économique, conçu comme soutenable et avec équité sociale. En étudiant cette nouvelle réalité, on perçoit qu'il est nécessaire de définir avec clarté le rôle de la politique pétrolière, par rapport à ses formulations précédentes et d'examiner les bases sur lesquelles elle doit reposer pour répondre aux réalités et aux besoins futurs. Pour cela il est nécessaire de spécifier quelle sera la future politique énergétique et sa projection dans le cadre pétrolier international.

¹⁶PDVSA / www.pdvsa.gov.ve

¹⁷Fernández, Gustavo «Le Vénézuéla : Autre front dans la guerre pétrolière mondiale» publiée sur www.argenpress.com

¹⁸Giordani, Jorge «Dépendance pétrolière : Défi permanent» publiée sur www.redvoltaire.com

¹⁹PDVSA / www.pdvsa.gov.ve

b. La politique énergétique vénézuélienne: reflet de la nouvelle politique internationale.

La politique internationale du Vénézuéla des dernières années a été rendue relativement complexe, comme conséquence du désir d'influencer toujours plus sur des situations des relations internationales qui, à son tour, exercent une influence sur les aspirations de l'État vénézuélienne. Dans le processus de configuration de cette politique on a établi une série d'objectifs précis, ainsi qu'un ensemble de mécanismes qui traduisent ces aspirations dans des actions concrètes de politique extérieure. Vu sa position géopolitique, le Vénézuéla peut être analysé simultanément sous différentes, bien que jamais opposées, qualifications, tant politiques qu'économiques. Bon dire alors que le pays est, à la fois, latino-américain, andin, des Caraïbes, amazonien, en développement, du sud, pétrolier et de l'économie mixte. Les caractéristiques précédemment énumérées ont permis au Vénézuéla de développer une politique d'alliances ou d'associations de divers type, sur la base essentielle de cette série de différentes qualifications que revêt le pays. Ces alliances ou associations prennent diverses expressions de type politique, économique et commercial, tant dans le domaine multilatéral, comme dans ce qui est régional ou bilatéral.

Dans ce cadre, la politique énergétique adoptée par l'état vénézuélien s'est faite plus dynamique dans le domaine international et elle souligne comme objectifs primordiaux :

- 1) Fortifier le rôle que joue l'OPEP au niveau mondial.
- 2) L'optimisation dans les processus d'exploitation et de traitement.
- 3) La diversification des sources (gaz et pétrole extra lourd).
- 4) L'accroissement des niveaux de production.
- 5) L'ouverture d'opportunités pour la participation étrangère.
- 6) La garantie des tarifs justes et conformes au rythme du marché.
- 7) La consolidation des marchés traditionnels au niveau international.
- 8) L'expansion des marchés internationaux et l'instrumentation de nouvelles associations stratégiques.

L'objectif de garantir des prix justes est un des objectifs atteints par l'OPEP a posteriori du Sommet de Caracas durant l'année 2000. Pour cela l'OPEP a fixé une bande de prix moyenne, qui oscille entre les 22 et les 28 dollars le baril. Il est spécifié que si le prix moyen baisse pendant 10 jours consécutifs à moins de 22 dollars le baril, cela impose une réduction de la production ; ou si le prix dépasse la limite des 28 dollars le baril, cela impose une augmentation de la production. Toutefois, l'effet des situations périphériques produites entre 2001 et 2004 a été un vrai « booster » des prix. Les attentats terroristes du 11 septembre,

la guerre en Afghanistan, la guerre en Irak et la consolidation de la résistance irakienne, la situation de l'entreprise russe YUKOS, la possibilité d'attentats contre les terminaux pétroliers en Arabie Saoudite, l'instabilité politique en Afrique, l'attitude antidémocratique de l'opposition politique vénézuélienne, la croissante demande chinoise et de l'Inde et le refus des États-Unis d'utiliser ses propres réserves de pétrole pour répondre à ses besoins, ont brisé ces initiatives et ont propulsé vertigineusement à la hausse le prix du tonneau. Au point que les prix moyens du West Texas et du Brent ont atteint des niveaux au-dessus des 50 dollars le baril. Aujourd'hui l'OPEP parle d'un prix minimal prévu de 30 dollars le baril.

L'objectif de consolidation se matérialise par l'attention au marché des États-Unis (1.600.000 barils quotidiens)²⁰ en accord avec le système de contrats d'approvisionnement avec des ajustements périodiques de prix selon la situation du marché et le volume de pétrole (213.000 barils quotidiens) que le Vénézuéla vend à un groupe de pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes à des conditions d'exception et à la lumière de l'Accord de San José et la Convention Énergétique de Caracas, signés en 1980 et vers le milieu de 2000, respectivement. Le marché des États-Unis absorbe 63% de la production pétrolière vénézuélienne. En outre, le Vénézuéla, détient des investissements dans le domaine énergétique américain qui se montent à 7.000 millions de dollars²¹. « *Dans la côte est américaine, l'entreprise vénézuélienne CITGO est la plus importante dans le domaine de la livraison d'asphalte, la deuxième en raffinement et la troisième en distribution d'essence à travers 13.000 stations de service* »²².

Toutefois, et malgré l'excellente relation dans le domaine énergétique, les relations diplomatiques depuis l'année 2000 ont été perturbées par l'interférence américaine dans les affaires de politique intérieure du Vénézuéla et par les désaccords dans les aspects inhérents à la politique extérieure conduite par le Président Chávez.

D'autre part, l'expansion des marchés internationaux est une conséquence de la nouvelle politique extérieure vénézuélienne. En prenant comme postulat de base l'aspiration à la création d'un monde "multipolaire", la politique extérieure et énergétique du Vénézuéla depuis 1999 a pris une nouvelle direction. Le gouvernement du Président Hugo Chávez a accéléré une politique extérieure qui prétend renforcer l'indépendance du pays et fortifier les relations avec la Chine, la Russie, l'Inde, l'Union Européenne, la Communauté Latino-américaine et des Caraïbes dans le but déclaré d'ouvrir de nouveaux marchés.

Dans le cas du rapprochement de Caracas avec Moscou, il est mis en évidence, que celui-ci est centré fondamentalement sur deux aspects. Le premier consiste à

²⁰PDVSA / www.pdvsa.gov.ve

²¹PDVSA / www.pdvsa.gov.ve

²²Poleo Uzcátegui, Victor «Pétrole» publie sur www.soberania.com

obtenir une syntonie coordination de la Russie avec l'OPEP. Étant donné que le Vénézuéla est le pays qui durant les dernières années a politiquement « oxygéné » l'organisation, la promotion d'un compromis russe en ce sens est une tâche difficile mais non impossible. Des antécédents de coopération de la Russie avec l'OPEP en matière de gestion de la production représentent déjà un facteur favorable. En second lieu, avec la Russie est en préparation un plan pour les cinq prochaines années qui suppose un investissement de 40.000 millions de dollars dans l'industrie pétrolière et du gaz dans les secteurs d'exploration et d'exploitation, ainsi que de construction de raffineries et développement de nouvelles technologies. D'autre part, la compagnie russe LUKOIL a signé un mémorandum d'accord avec la compagnie pétrolière étatique vénézuélienne PDVSA, qui porte création d'une entreprise conjointe pour l'exploration et raffinage du pétrole au Vénézuéla²³. Finalement, le Président Vladimir Putin a proposé au Vénézuéla « *la formation d'une organisation des pays producteurs de gaz, découlant de la nécessité de consolider des alliances pour défendre les prix du gaz, coopérer dans le développement du marché, établir des politiques de production et coordonner la croissance de l'offre* »²⁴.

Autre facette de la diversification du marché : le rapprochement avec la Chine. Même si les actions communes sino-vénézuéliennes en termes énergétiques ont des antécédents nets, pendant le mandat du Président Chávez les relations se sont accrues en tous les domaines. « *Le commerce bilatéral entre les deux pays est passé de 180 millions de dollars en 1998 à 1.500 millions en 2004* »²⁵. L'accord signé pour vendre à la Chine 120.000 barils de pétrole mensuels est seulement le début d'une relation qui prétend fournir à ce marché environ un million de barils par jour, établir une Réserve Stratégique de Pétrole pour protéger la Chine d'une pénurie de court terme et permettre que les entreprises chinoises puissent exploiter 15 champs pétroliers dans l'est vénézuélien²⁶. Avec la finalité d'augmenter l'exportation et de réduire les temps de livraison, les autorités vénézuéliennes ont entamé des conversations avec le Panama pour étudier la possibilité d'augmenter, de 100.000 à 800.000 barils quotidiens, la capacité de l'oléoduc panaméen afin de faciliter le transport de pétrole de la mer des Caraïbes à l'océan Pacifique. En outre, le gouvernement vénézuélien a proposé à sa voisine Colombie la construction d'un oléoduc qui relierait les raffineries vénézuéliennes aux côtes de l'océan pacifique colombien, en vue d'exporter le pétrole sur les marchés asiatiques.

Avec l'Espagne, on a signé une convention qui étendrait les concessions d'exploitation de gaz naturel et de pétrole à REPSOL YPF jusqu'à 30 millions de mètres cube

²³Réseau Voltaire / www.redvoltaire.com

²⁴Ministère de Communication et d'Information / www.minci.gov.ve

²⁵Le Vénézuéla Analytique / www.analitica.com

²⁶Réseau Voltaire / www.redvoltaire.com

par jour de gaz. De même on a décidé la construction de navires réservoirs avec capacité de transporter 130.000 mètres cubes de brut et la réparation des navires de PDVSA dans les ateliers navals espagnols. Avec la France et la Norvège, au moyen des entreprises TOTAL et de STATOIL, on avance des travaux dans le domaine de l'exploitation du gaz qu'impliquent des investissements de plus de 200 millions de dollars²⁷.

Le Vénézuéla et l'Inde sont arrivés à un accord pour la réalisation de travaux conjoints de prospection et d'exploitation de pétrole. Les deux pays étudient la possibilité que l'Inde effectue un investissement de 100 millions de dollars dans le secteur des hydrocarbures vénézuélien²⁸.

Dans le cadre de l'intégration latino-américaine, le gouvernement vénézuélien a signé des accords avec la République Dominicaine, le Paraguay, la Bolivie et le Chili pour traiter des hydrocarbures dans des conditions préférentielles, semblables à celles qui existent avec d'autres pays des Caraïbes et de l'Amérique Centrale, a proposé à des pays comme Trinité et Tobago la création d'une compagnie conjointe, PETROCARIBE et au Brésil la création d'une macro compagnie, PETROAMÉRICA, qui apparaîtrait d'une alliance stratégique entre PDVSA et la compagnie étatique brésilienne PETROBRAS. La multinationale PETROAMÉRICA contrôlerait 11.5% des réserves mondiales de pétrole. Pour fermer le cercle, le Vénézuéla, en tant que membre associé, a aussi proposé aux pays du Marché Commun du Sud (MERCOSUR), dont font partie l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay et auquel appartiennent aussi comme membres associés la Bolivie, le Pérou et le Chili, la constitution d'une seule compagnie pétrolière dans ces pays qui serait appelée PETROSUR. Actuellement « *la production de pétrole de ces pays est de l'ordre de 5.200.000 de barils quotidiens, dont 59% sont produits par le Vénézuéla et 30% par le Brésil* »²⁹. Les entreprises multinationales précédemment citées auraient un marché régional prévu de 530 millions de personnes.

Dans le cadre de ce qui a été antérieurement exposé il y a trois aspects à souligner. Le premier est que la relation énergétique entre les États-Unis et le Vénézuéla possède des connotations vitales pour les deux états. Le deuxième est que le Vénézuéla a entamé un processus d'expansion qui a pour but la diversification de son marché international et la promotion de son industrie énergétique au moyen d'alliances stratégiques avec des secteurs privés et autres nations. Et le troisième est que les dernières actions de la politique extérieure vénézuélienne sont contraires aux prétentions géostratégiques américaines.

²⁷Morazan, Rodrigo «STATOIL destine 100 millions de dollars à la Plate-forme Deltana» publie sur www.analitica.com

²⁸ Agence Bolivarienne de Nouvelles / www.venpres.gov.ve

²⁹Matheus, Maria «Guerre par pétrole en Amérique» publie sur www.ocnus.net

Pour soutenir la première chose il faut comprendre que le Vénézuéla a été traditionnellement le fournisseur de pétrole le plus sûr et fiable des États-Unis. Placée seulement à 5 jours de trajet des terminaux énergétiques américains en comparaison à 35 jours que requiert celui provenant du Moyen-Orient, le Vénézuéla fournit presque 800 milliards de barils annuels au marché des États-Unis³⁰, constituant ainsi son troisième fournisseur. Et bien qu'il soit certain que les États-Unis continueront à dépendre majoritairement du pétrole du Golfe Persique, il est aussi certain qu'il souhaite réduire au minimum cette dépendance par la diversification de sources d'énergie importée. Pour réduire cette vulnérabilité, « *le plan énergétique du gouvernement américain exige d'effectuer un effort substantiel pour augmenter la production dans beaucoup de parties du monde* »³¹. Pour cette raison, les États-Unis considèrent comme un élément vital de leur stratégie nationale de sécurité, non seulement l'approvisionnement, sinon l'augmentation des importations pétrolières de pays de l'Hémisphère Occidental (le Vénézuéla, le Mexique et le Canada) afin de réduire la dépendance des approvisionnements du Moyen-Orient. Pour finir, il est important de souligner que le Vénézuéla est, à l'échelle mondiale, le pays disposant de la plus grande réserve de pétrole extractible avec les technologies actuelles et en « *les prochaines 50 années sera le seul pays avec du pétrole à exporter dans l'hémisphère occidentale* »³².

Les antagonismes découlent des différences existant dans le domaine idéologique et entre les stratégies de sécurité nationale des deux gouvernements. Les concepts de guerre préventive, de souveraineté limitée, de néo-libéralisme comme seul modèle économique valable, de traités économiques asymétriques et la suppression des Forces Armées latino-américaines, entre autres, promus par les États-Unis, se trouvent en opposition claire avec ceux de pleine souveraineté, d'autodétermination, de multipolarité, de création de la Communauté Sud-américaine de Nations et l'intégration économique en conditions d'équité prônés par le Vénézuéla. D'autre part, le processus de rapprochement avec la Russie et la Chine, et dans plus petite proportion avec l'Union Européenne, ont été perçus par le gouvernement américain comme une claire intention vénézuélienne de s'éloigner de l'influence et la dépendance des États-Unis. En contraste, l'état vénézuélien a soutenu qu'il n'a pas l'intention de casser les affaires énergétiques avec les États-Unis, mais a souligné qu'il possède tout le droit d'étendre ses horizons commerciaux dans tout domaine et de fortifier les relations internationales dans un sens conforme à ses intérêts.

L'aspect central de l'affaire est simplement "le pétrole", toute fois que le sujet de l'énergie est transcendantal pour les deux nations. Pour les États-Unis, le pétrole

³⁰Ministère d'Énergie et des Mines du Vénézuéla / www.mem.gov.ve

³¹Martinez, Espoir « Conflits de guerre et pétrole » publié sur www.oilwatch.com

³²Lopez, Hebert « Le Vénézuéla : Objectif de la guerre globale » publié sur www.soberania.com

vénézuélienne est l'énergie, qui provenant de son plus grand fournisseur énergétique dans l'hémisphère occidental, maintient en marche son arsenal industriel, elle lui permet de ne pas faire usage de ses réserves et il fournit de la viabilité à sa position comme première puissance mondiale. Pour le Vénézuéla, par contre, le pétrole est encore le levier qui promeut son développement et qui contribue à sa sécurité.

c. Les ressources énergétiques et sa relation avec la sécurité de l'État vénézuélienne.

La dynamique politique complexe qui se dessine à l'échelle globale entretient une corrélation spéciale avec les ressources énergétiques chaque jour plus faibles et par conséquent plus coûteuses. Dans le monde énergétique actuel la civilisation est emprisonnée d'un paradoxe singulier, d'une part, des pays comme la Chine ou les États-Unis demandent toujours plus de pétrole importé pour couvrir leurs exigences propres ; d'autre part, des pays comme le Vénézuéla dépendent également de leur " or noir" pour augmenter ses niveaux de développement. Toutefois, si ni la Chine, ni les États-Unis ne voudraient dépendre de l'approvisionnement d'un seul fournisseur, le Vénézuéla ne pourrait pas non plus dépendre d'un seul acheteur. Équilibre, interdépendance et recherche de nouveaux marchés ont été les constantes dans l'histoire du pétrole depuis que sa production a atteint des dimensions globales à la fin du XIX siècle. Toutefois, la politique énergétique vénézuélienne n'a pas été toujours alignée avec ces constantes.

Pour le Vénézuéla, la dépendance pétrolière a été un long voyage qui n'est pas encore conclu. Siècle et quart d'expérience encore inachevée de faire réalité la possibilité de profiter les potentialités que le pétrole donne au pays. Réalité dure quand on voit les chiffres quant à la contribution du pétrole vénézuélien en ce qui concerne le produit interne brut total, 33%³³. Non moins significatif l'apport des recettes d'origine pétrolière au budget national, près du 50%³⁴. Puissante représentation quant au total des exportations, près du 75%³⁵. Pour tout cela, l'énergie est clef dans la définition du concept de sécurité de l'état. Aujourd'hui le Vénézuéla essaye de se délester des anciens paradigmes et prend conscience que le pétrole n'est pas une simple affaire d'économie, qui peut complètement être laissée aux règles du marché, parce que la contribution que cette ressource accorde à la sécurité nationale est étroitement liée à la souveraineté du pays.

La sécurité du Vénézuéla gravite autour du contrôle de son pétrole et de ce qu'il peut développer avec lui. Cette mutation d'attitude est issue du processus politique de

³³Giordani, Jorge «Dépendance pétrolière : Défi permanent». Publie sur www.redvoltaire.com

³⁴Giordani, Jorge «Dépendance pétrolière : Défi permanent». Publie sur www.redvoltaire.com

³⁵Giordani, Jorge «Dépendance pétrolière : Défi permanent» publie sur www.redvoltaire.com

changements que vit le pays depuis la prise de pouvoir du Président Hugo Chávez après la victoire électorale de 1998. Conséquence de cela, la nation prend conscience de son autonomie stratégique relative, proportionnée par son caractère d'exportateur pétrolier de grande envergure, non sans assumer que celle-ci est inutile sans une stratégie appropriée, qui inclut tant la réalisation d'un consensus national, comme des alliances internationales solides qui équilibrent la relation profondément asymétrique qui est présentée avec les puissances consommatrices. C'est dans les alliances internationales que le Vénézuéla fait actuellement son plus grand effort. Alliances qui lui fourniraient l'occasion de diversifier ces marchés et d'attirer des forts investissements étrangers qui stimulent l'alignement avec des puissances tierces sans préjudice de leur relation actuelle et déjà traditionnelle avec les États-Unis.

Le moment stratégique international du Vénézuéla, est signé par une confrontation verbale avec le gouvernement américain, pour une période de hausse dans les prix du baril de brut, pour un processus de consolidation de la naissante Union Sud-américaine de Nations et pour une offensive diplomatique qui cherche à concrétiser de nouvelles alliances dans le domaine énergétique. C'est dans ce cadre que se pose la question de la relation qui existe entre la sécurité d'un Vénézuéla qui cherche à étendre son spectre énergétique international et la politique extérieure de la Russie.

3. RÉPERCUSSIONS DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE RUSSE SUR LA SÉCURITÉ DU VÉNÉZUÉLA :

a. L'Énergie : Motif américain pour intimider au Vénézuéla.

En assumant la Présidence de la République en 1999, le Président Hugo Chávez a débuté un processus de changements qui a inséré à tous les facteurs de la vie nationale. Ce processus a considéré des transformations qui ont compris depuis la refondation de la République au moyen d'un processus constitutif qui a donné naissance à une nouvelle Constitution Nationale³⁶ jusqu'au changement dans le modèle économique vénézuélien. Ce dernier a fait référence à l'abandon du modèle néo-libéral et à l'éloignement envers les politiques du Fonds Monétaire International (le FMI). À l'égale, le gouvernement vénézuélien fixe position contre l'ALCA³⁷, en promouvant l'intégration latino-américaine et des Caraïbes sans exclusion de Cuba, le renforcement de la Communauté Andine et le MERCOSUR, en plus d'inciter au commerce multipolaire sur base d'un commerce juste et de bénéfice mutuel en fonction du projet de développement qui aide à dépasser les problèmes sociaux qui

³⁶Le 15 décembre 1999, une proposition de Constitution Nationale a été soumise à referendum populaire, en étant approuvé par 70.05% de la population.

³⁷Sigles en espagnol de l'Area de Libre Commerce des Amériques. Traité commercial proposé et promu par les États-Unis de l'Amérique.

affectent le pays et l'Amérique Latine toute. Le secteur énergétique n'a pas été étranger aux changements. La mise sous « véritable contrôle étatique » de PDVSA et les actions orientées au renforcement de l'OPEP, l'extension de marchés, les nouvelles alliances et la constitution d'un bloc énergétique latino-américain, ont défini « la nouvelle politique énergétique de la nation ». Uni à cela, les différences idéologiques déjà citées dans le chapitre précédent ont terminé d'imprimer, à la relation avec les États-Unis, un nouvel accent.

Effectivement, les différences entre les États-Unis et le Venezuela ce sont agrandies depuis 1999 et ont eu leur point culminant pendant le coup d'état du 11 avril 2002. Ce fait, motivé par des intérêts énergétiques, avait entre ses objectifs la privatisation de PDVSA, la vente de sa filiale CITGO et la suppression de la réserve de l'État vénézuélien sur les ressources du sous-sol pour les donner au capital transnational. Cet événement, qui peut clairement être encadré dans le concept de « conflit de quatrième génération »³⁸, a disposé la participation protagoniste des moyens de communication privés, la fédération de chambres patronales, un secteur du généraux des Armées, les cadres supérieurs de PDVSA et la collaboration du gouvernement américain³⁹. Des documents de la CIA déclassifiés l'année 2004 et faits publiés par l'avocat Eva Golinger dans la page www.venezuelafolia.info⁴⁰ démontrent que la CIA a été insérée dans le coup d'État contre le Président Chávez en avril 2002. Ces documents prouvent aussi que le gouvernement américain a accordé 3.412.399 des dollars au financement à douze organisations antigouvernementales au Venezuela pendant les années 2001, 2000 et 1999. À succès pendant une période de 72 heures, la tentative antidémocratique n'a pas survécu à la réaction conjointe de la population et des Armées.

Toutefois que le Gouvernement des États-Unis a publiquement reconnu que le Président Chávez a été démocratiquement élu deux fois et qu'a gagné un referendum révocatoire en août 2004, il a aussi lancé une campagne coordonnée qui essaye d'isoler au

³⁸La théorie de la quatrième génération, exposée par William S Lind dans son oeuvre "En comprenant la guerre de quatrième génération", segmente l'histoire occidentale dans quatre périodes, à chacun des quels lui a correspondu une génération de la guerre. Ces périodes sont : ce qui est classique (entre des troupes), ce qui est médiéval (troupes, dispositifs technologiques et intelligence), ce qui est moderne (troupes, technologie, renseignement et capacité de feu éloigné) et postmoderne (désinformation, communication brouillée, cybernétique, nanotechnologie et manières de contrôle de la population).

³⁹L'ambassadeur vénézuélien devant l'Organisation d'États Américains (OEA), Jorge Valero, a présenté une série de documents qui démontrent l'ouverte intervention des États-Unis dans le coup d'état. L'Ambassadeur Valero a démontré que des fonctionnaires du Département d'État et de la mission permanente des États-Unis devant l'OEA ont effectué le vendredi 12 avril, tant au sein de cette organisation comme devant le corps diplomatique un lobby destiné à justifier le coup d'État, tant qu'à Caracas l'ambassadeur des États-Unis, Charles Shapiro, effectuait une visite de courtoisie au dictateur Pedro Carmona. Le gouvernement du Venezuela a démontre que des hélicoptères militaires américains ont atterri dans l'aéroport de Maiquetía pendant les heures du coup ; que des navires de guerre ont illégalement pénétré dans des eaux vénézuéliennes, que militaires américains se sont réunies avec des militaires vénézuéliens et qu'un avion des États-Unis était trouvées le 12 avril dans l'Orchila, île vénézuélienne à laquelle a été emmené le président Chávez pendant son kidnapping. Aussi, on a enregistré un document envoyé par le Département d'État au dictateur Carmona avec une série de recommandations de type politique.

⁴⁰Page web consacrée à faire des recherches sur l'intervention des États-Unis de l'Amérique au Venezuela.

Vénézuéla au niveau international, en classant au Président Chávez comme « une menace à la démocratie régionale »⁴¹. En ce sens, hebdomadairement, un certain fonctionnaire américain déclare contre le gouvernement vénézuélien, au milieu d'annonces de représailles diplomatiques et politiques. La Secrétaire d'État Condoleezza Rice a défini le Vénézuéla comme une « force négative »⁴² en Amérique Latine et n'a pas eu de doutes en interférer dans les affaires internes du pays pour encourager les secteurs d'opposition. Robert Zoellick, Sous-secrétaire d'État, s'est référé au gouvernement vénézuélien comme « une nouvelle espèce d'autoritarisme »⁴³. Pendant une intervention en rapport avec les principales menaces que confronteraient les États-Unis dans le 2005 et devant le Comité d'Intelligence du Sénat, Porter Goss, directeur de la CIA a classé le Vénézuéla comme « un secteur de possible instabilité et un point d'alarme », en alléguant que le Président Chávez « consolide son pouvoir face ses à opposés avec des tactiques techniquement légales et il s'immisce dans d'autres pays de la région »⁴⁴. À cela on ajoute la décision de l'administration américaine de classer le Vénézuéla comme « une démocratie autoritaire »⁴⁵ ou « une dictature choisie »⁴⁶. Au fait qu'on utilise un terme tellement contradictoire, plusieurs moyens de communication américains (FOX NEWS, THE WALL STREET JOURNAL, THE MIAMI HERALD et THE WASHINGTON TIMES) ont mis en oeuvre indifféremment ce changement dans la sémantique pour se référer au Vénézuéla. La création d'une matrice d'opinion en ce sens pourrait être utilisée pour trouver une manière de justifier un changement de gouvernement au Vénézuéla, en laissant entrevoir que, bien que les actions du Président Chávez soient légales, sont aussi, selon le gouvernement américain, incorrects, ce qui justifierait toute action pour le descendre du pouvoir.

Un autre bord des actuelles relations entre les États-Unis et le Vénézuéla est en rapport avec la crise apparue entre Caracas et Bogota au mois de janvier 2005. Dans cette occasion, le Vénézuéla a suspendu les relations commerciales avec la Colombie et a retiré temporairement son Ambassadeur dans ce pays, tant que les autorités de Bogota n'offriraient leurs excuses par rapport à l'opération convoyée par des effectifs policiers colombiens en territoire vénézuélien qui a conduit à la capture d'un chef des FARC-EP⁴⁷ à Caracas. La décision du gouvernement vénézuélien, qui n'impliquait pas la rupture de relations

⁴¹Radio National du Venezuela / www.rnv.gov.ve

⁴²Panorama / www.panodi.com

⁴³Association Castellano Mancha / www.acms.es

⁴⁴Réseau Global / www.redglobe.de

⁴⁵Oppenheimer, Andrés. « Prescription pour les démocraties que tombent » publié sur le www.miami.com

⁴⁶Oppenheimer, Andrés. « Prescription pour les démocraties que tombent » publié sur le www.miami.com

⁴⁷Sigles des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie- Armée du Peuple. Groupe insurgé de coupe marxiste léniniste, insurgé en Colombie depuis 1964

diplomatiques, a été la réponse devant un fait qui a constitué une violation flagrante de la souveraineté vénézuélienne.

Toutefois, le samedi 15 janvier 2005, l'ambassadeur des États-Unis en Colombie, William Wood, a affirmé que son pays approuvait la position colombienne face à la crise avec le Vénézuéla. Par coïncidence, un jour avant, le vendredi 14 janvier 2005, deux des principaux journaux de Washington (THE WASHINGTON POST et THE WASHINGTON TIMES) avaient foncé contre le gouvernement vénézuélien en le qualifiant de « sanctuaire » du terrorisme. Souligne le fait qu'un ambassadeur insère à son pays dans une affaire qui « apparemment » ne lui incombe pas, une affaire strictement bilatérale dans laquelle ses déclarations sont hors de propos donc son devoir est « de représenter les intérêts » de leur pays et ne pas s'immiscer dans les affaires internes de l'État devant lequel il est crédité, ce soit pour les soutenir ou pour les rejeter. Toutefois, la position de l'ambassadeur américain a été claire : l'activité colombienne a été d'une importance transcendante pour la lutte antiterroriste dans la région andine. En exprimant son avis, l'ambassadeur américain a paru oublier que la cause de la crise que traversaient les deux pays n'était pas par la lutte antiterroriste, mais par la violation de la souveraineté vénézuélienne. Intentionnellement ou non, il s'est agi de dévier le sujet à la lutte contre le terrorisme, pour ainsi, légitimer l'action illégale qui a conduit à la violation de la souveraineté vénézuélienne. La position assumée par les États-Unis a été clair, présenter au Vénézuéla comme un allié du terrorisme international.

Bien qu'il soit certain que le gouvernement de la Maison Blanche a évité qu'une confrontation directe se produise avec le gouvernement du Vénézuéla, sa stratégie se fonde en la mise en pratique d'une campagne de discrédit qui cherche créer les conditions nécessaires qui justifient une possible intervention au Vénézuéla. Les faits en rapport avec la crise qui a affecté les relations entre la Colombie et le Vénézuéla le démontrent.

Sur la base des expériences accumulées des années de 2002, 2003 et 2004, uni aux antécédents américains dans cette matière⁴⁸, l'hypothèse en jeu, une intervention américaine au Vénézuéla de quelque genre, est très dangereuse, surtout au moments où les États-Unis proclame son droit de délier des « attaques militaires préventives »⁴⁹, au nom de sa sécurité nationale, comme il s'est produit en Iraq. Récupérer le contrôle du pétrole vénézuélien à cause du renversement du Président Chávez n'est pas une cause idéologique pour les États-Unis, c'est une question de sécurité énergétique.

48Documents déclassifiés de la CIA donnent témoignage de leur participation en les coups d'état contre le Premier Ministre Mussadac dans l'Iran (1953), Jacobo Árbenz au Guatemala (1954) ; Juan Bosh en République Dominicaine (1964) et Salvador Allende dans Chili (1973), outre son appui à la dictature de Pinochet dans le Chili.

49Principe établi par la Stratégie de Sécurité Nationale des États-Unis de l'Amérique. Document présenté par le Président George Bush au Congrès des États-Unis le 20 septembre 2002.

Devant cette scène, la réponse vénézuélienne s'est placée dans le cadre de sa politique extérieure. Sa stratégie consiste à sortir à chercher des marchés et des investissements avec des partenaires non traditionnels comme la Chine, l'Inde et la Russie, les fortifier le déjà établies avec l'Union Européenne et les pays arabes comme l'Iran, utiliser le pétrole comme catalyseur de l'intégration latino-américaine et des Caraïbes et profiler un axe géopolitique en Sud Amérique, spécialement avec l'Argentine et le Brésil. Le Vénézuéla ne pense pas réduire sa relation économique/pétrolière avec les États-Unis donc est conscient que la stabilité de cette relation est stratégiquement et économiquement importante pour les deux gouvernements. Toutefois le Vénézuéla voit aussi au gouvernement des États-Unis en termes conflictuels et utilise la forteresse du pétrole pour construire des alliances stratégiques qui l'aident à être protégée des pressions internationales et des interventions indirectes émanant depuis Washington.

b. L'association stratégique entre la Chine et la Russie : Une relation qui va au-delà du « bon voisinage ».

Les relations bilatérales entre la Chine et la Russie, dépassé le conflit par la primauté idéologique de la Guerre Froide, se sont progressivement intensifiées jusqu'à atteindre ce que les deux parties ne doutent pas en qualifier comme « association stratégique ». Ceci a eu son façonnement dans une série de positionnements communs dans divers sujets, ainsi que dans l'accroissement des contacts bilatéraux.

Bien que quelque deux tiers de la Russie soient géographiquement asiatiques, ce pays n'a pas été un acteur avec un grand poids dans la région de l'Asie - Pacifique. Pendant le temps soviétique, le conflit avec l'occident et la rivalité avec la Chine ont contribué à cette situation. Toutefois, la dissolution de l'URSS a donné lieu à un changement dans les intérêts nationaux de la Russie, qui a commencé à chercher des appuis entre ses anciens rivaux pour essayer de dépasser la grave crise économique entamée avec la transition au capitalisme. Le plus remarquable de ces alliés a été initialement les États-Unis, qui par le biais des institutions financières internationales et de l'aide directe s'est transformé en une source de ressources. Toutefois, et à partir de 1996, la Russie a commencé à brandir le concept de multipolarité et à soutenir que la fin de la Guerre Froide ne devait pas supposer le surgissement d'un ordre international dominé par le bloc politique "victorieux", mais le renforcement de structures comme le Conseil de la Sécurité de l'ONU, dans lesquelles le dialogue et l'accord entre toutes les puissances a un rôle central. De cette façon il prétend maintenir sa capacité pour influencer les affaires internationales, dans un monde où une grande partie de son ancien "bloc" (les pays

de l'Europe Centrale et Orientale, ex- membres de l'Accord de Varsovie) ce sont dépêché pour solliciter son entrée dans l'OTAN.

Presque simultanément, la Chine a développé (sous la direction de Jiang Zemin) un nouveau concept de sécurité, qui incluait des éléments traditionnels de la politique extérieure chinoise avec d'autres plus nouvelles. On a établi que la sécurité devait étendre sa signification au-delà du purement militaire pour inclure des éléments économiques, politiques, culturels ou d'environnement ; d'autre part, on a souligné l'interdépendance entre les États, aspect, ceux-ci qui rendaient plus ténue la ligne de division entre sécurité intérieure et internationale. Ceci a mené à l'adoption d'un concept de « sécurité coopérative », ouvert à l'établissement d'un dialogue multilatéral basé dans les principes de la coexistence pacifique défendus par son pays. Avec ceci, la Chine prétend augmenter la stabilité régionale pour pouvoir continuer son développement économique pacifiquement, sans réveiller des méfiances entre ses voisins asiatiques.

De manière progressive, les deux pays commencent à percevoir des points communs dans leurs intérêts. Les deux pays ont besoin d'un allié comme alternative à la relation avec les États-Unis, pour renforcer leurs aspirations de puissance mondiale (ce qui lui accorderait davantage de poids au moment de négocier avec Washington). Celui-ci est l'origine du processus, qu'entamé en 1996, a permis d'établir « une association coopérative stratégique » basée dans l'égalité, la confiance et orientée vers le XXI siècle.

Cette « association coopérative stratégique » se concrétise au moyen de deux documents. Le premier qui fonde la nouvelle relation est « la déclaration conjointe sur un monde multipolaire et l'établissement d'un nouvel ordre international », signé à Moscou en avril 1997. La déclaration expose une série d'idées communes aux deux pays et souligne que « l'ordre mondial est dominé par l'hégémonie américaine, et c'est nécessaire la transformer vers un modèle multipolaire qui permet à la Russie et à la Chine d'occuper aussi le rôle de puissances ».

Moscou et Pékin prennent comme point de départ une vision partagée des relations internationales, en établissant que la politique de pouvoir, le hégémonisme et la tentative de monopoliser les affaires mondiales, ainsi que l'extension et le renforcement des blocs militaires sont des possibles menaces à sa sécurité.

Comme alternative, ils proposent un nouvel ordre mondial multipolaire au lieu d'unipolaire, qui se fonde sur le Droit International ; concrètement, dans les principes de respect mutuel a la souveraineté et l'intégrité territoriale, non agression, non ingérence dans des affaires internes, égalité, bénéfice mutuel et coexistence pacifique. Ceci les promeut un

« nouveau concept de sécurité », basé précisément sur la sécurité coopérative : la paix et la sécurité doivent être cherchées à travers la coopération bilatérale et multilatérale.

Le second document correspond au « Traité de Bon Voisinage, Amitié et Coopération » signé en juillet 2001. Ce traité n'est pas un accord de défense collective, mais il établit une série de compromis mutuels dans le cadre de la sécurité, entre lesquels ils soulignent les consultations en cas de menace à la sécurité, ne pas faire usage prioritaire des armes nucléaires, l'appui politique à la défense de l'intégrité territoriale, la coopération sur base du bénéfice mutuel dans les domaines commercial, militaire, scientifique, technologique et énergétique, outre le renforcement du rôle du Conseil de la Sécurité de l'ONU.

Le traité est défini comme « une association équitable basée à la confiance et à la coopération stratégique » dans les affaires d'intérêt commun. La fin de l'association est la construction d'un monde multipolaire qui permet de faire face aux tentatives de miner les normes fondamentales du droit international au moyen de concepts comme « l'intervention humanitaire » et « la souveraineté limitée ». Face à ces idées, la Russie et la Chine défendent le concept traditionnel de souveraineté étatique, rejetant ainsi toute influence extérieure sur ses problèmes territoriaux propres.

Ces accords constituent la pierre angulaire des relations entre la Chine et la Russie face au XXI siècle. Il s'agit d'un nouveau type de relations amicales interétatiques de non alignement, non confrontation et non signalées contre un tiers pays, dans lequel les deux pays ont forgé un nouveau concept de sécurité centré dans la confiance, le bénéfice mutuel, l'égalité et la coordination, dans celle qui seraient consacrée à l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique international plus juste, rationnel et démocratique.

Les relations de coopération économique et commerciale sont renforcées parallèlement et jouent un rôle prépondérant. Le volume du commerce et les affaires économiques bilatérales, de seulement 4.630 millions de dollars en 1992, ont augmenté à 12.000 millions de dollars en 2002 et à 15.700 millions de dollars en 2003. Les accords en matière de coopération énergétique déjà citées dans le chapitre 1 impriment une accélération substantielle au rapprochement économique entre les deux nations et parlent par lui-même du bon moment par lequel passent les relations entre les deux pays.

En définitive, le rapprochement entre les deux pays est motivé par la méfiance à l'isolement dans un monde dominé par les États-Unis et par les bénéfices qui se détachent de leur relation stratégique. La collaboration bilatérale atteinte offre une base pour des activités dans des domaines concrets, favorise la confiance entre les deux pays et la stabilité régionale. Les perspectives de cette collaboration sont déterminées par les intérêts nationaux et par l'opposition à l'unipolarité. Face au comportement hégémonique des États-

Unis, les deux pays faisant vertu du compromis de ne pas casser le dialogue avec Washington, parient sur un monde multipolaire et, par conséquent, développent une politique extérieure qui les conduit à fortifier ses relations avec des pays qui brandis le même drapeau.

c. L'Énergie : Pont stratégique qui unit à la Chine, la Russie et le Vénézuéla.

Après la disparition de la bipolarité qui a caractérisé la Guerre Froide, le pouvoir mondial est contrôlé par l'unipolarité des États-Unis. Par conséquent, pour résister aux dangers de cette unipolarité, il est nécessaire de créer un pouvoir mondial multipolaire. Dans ce cadre, le Vénézuéla est conscient qu'il peut jouer un rôle important au niveau régional. D'une part, il y a les fois de charnière entre les Amériques du Sud, le Nord et des Caraïbes. D'autre part, il symbolise l'articulation géopolitique, à travers le pétrole, entre le continent américain et les autres pays de l'orbe, vu son potentiel énergétique et sa condition comme membre de l'OPEP. De là que le sujet énergétique est le point pivot autour duquel on a élargi les relations du Vénézuéla avec la Chine et la Russie.

En étant valu de ces prémisses et en visualisant ses demandes conséquentes en matière de sécurité, le Vénézuéla cherche favoriser le concept de multipolarité brandi par la Chine et la Russie. Aussi, le Vénézuéla poursuit fortifier l'appui international qu'il requiert pour renforcer ses idées d'intégration latino-américaine en fonction du virement à gauche et au centrisme politique qui est apparu dans la majorité des pays de l'Amérique du Sud.

Les visites du Président Hugo Chávez la Chine et à la Russie durant les années 2000, 2001 et 2004, outre ce qui est réciproques effectuées à Caracas par le Président chinois Jiang Zemin, le Vice-président russe Vladimir Yakovlev et le Vice-président chinois Zeng Qinghong durant les années 2001, 2004 et 2005 respectivement, non seulement révèlent l'importance qui acquiert la relation entre le Vénézuéla, la Chine et la Russie. Elles ont permis de concrétiser différents accords en matière commerciale, industrielle, technologique, militaire et la déjà traditionnelle en matière d'énergie. En effet, à partir de 2005 « le commerce entre le Vénézuéla et la Chine pourrait être doublé durant trois années jusqu'à atteindre les 4.500 millions de dollars après les accords signés »⁵⁰ dans le 2004. Pour sa part, « Moscou souhaite investir quelque 5.000 millions de dollars au Vénézuéla durant les prochaines cinq années »⁵¹.

Le bon moment par lequel transite la relation bilatérale entre la Russie et la Chine favorise indirectement aux efforts qui fait le Vénézuéla pour s'approcher aux deux

⁵⁰Radio Nationale du Vénézuéla / www.mv.gov.ve

⁵¹Agence Bolivarienne de Nouvelles / www.abn.gob

nations et son intention d'établir avec elles une alliance politique et économique stable. Les demandes réciproques en matière énergétique et les coïncidences dans le plan politique dégagent, indubitablement, le chemin pour les accords mutuels.

En augmentant l'investissement russe et chinois dans le domaine énergétique vénézuélien, augmenter les importations de pétrole à Pékin, favoriser la création d'un réservoir énergétique en Chine et être relié à la proposition du Président Putin de créer une organisation de pays exportateurs de gaz, en plus d'être aligné avec le modèle multipolaire, le Vénézuéla concrétise les premiers pas pour diversifier, réellement, son marché énergétique et se détacher ainsi "de l'hégémonie du marché américain". En même temps, la Chine comme la Russie obtiennent, outre les dividendes économiques, un partisan de l'idée multipolaire et une plus grande présence/influence dans la région sud-américaine.

d. L'Alliance stratégique entre la Russie et le Vénézuéla : L'Énergie comme source de résistance au pouvoir hégémonique des États-Unis.

L'année 2004 a fini avec le timbre de la belligérance, la confrontation et l'interventionnisme dans la politique internationale. Dans tous les continents de la planète il existe plus de un conflit armé ou une situation avec les éléments vus pour que cela se produise à tout moment. Une caractéristique de base dans cette constatation est l'incorporation du pouvoir de guerre comme centre de gravité dans la politique internationale. Ce climat international inhospitalier est produit de la « radiation », depuis l'année 2002, de l'utilisation de l'action préventive, par les États-Unis. Action préventive, qui comme il a été démontré pendant l'invasion à l'Iraq, peut être assumée quand « *la menace à la sécurité nationale* » sera rendue présente même sous la figure de la « *sécurité énergétique* ». « *La demande énergétique des États-Unis requiert 20 millions de tonnes quotidiens. Par chaque 100 tonnes de pétrole consommés aux États-Unis, on importe 60, pour le 2020 ils seront 75 par les chaque 100. États-Unis reçoit autour de 55% de leurs conditions énergétiques de sources étrangères, et pour 2020 on prévoit que ce chiffre s'élèvera à 62%. Il consomme en outre la moitié de l'essence mondiale et possède seulement 4% de la population humaine* ».

Dans 2001 la proposition du Plan National d'Énergie du président Bush a été élaborée déjà dans le but d'augmenter l'offre ajoutée de l'énergie pour sa nation. « *Les objectifs de cette stratégie sont clairs : assurer une offre continue et économique accessible aux maisons, à entreprises et à industries américaines* ». Sans un accroissement substantiel dans les réserves d'énergie, les États-Unis pourrait faire face à une menace significative à sa sécurité nationale et à son bien-être économique. Ce plan énergétique implique que les États-Unis pourrait augmenter 50% sa consommation de pétrole étranger. Ceci ne peut pas être

donné sans que les États-Unis s'immiscent dans les affaires politiques, économiques et militaires des pays dont on espère que coule ce pétrole. Simplement parce que la demande exorbitante ferait que les prix soient énormément augmentés et parce qu'il y a en outre d'autres pays, comme la Chine, l'Inde et le Japon qui se trouvent dans la même carrière de consommation énergétique. L'affaire est située que cette ingérence peut adopter des manières diplomatiques et financières dans la majorité des cas, mais aussi peut entraîner à la réalisation d'actions de déstabilisation politique ou militaires, soient directes ou indirects.

Devant ceci, l'interaction politique de pays non conformes avec le modèle hégémonique et disposés à créer de nouveaux pôles de pouvoir, ne peut pas être évitée. Le système international a été toujours transformé à travers des processus de re-polarisation. Les agents polariseurs émergent à travers de multiples manières, économique, social, militaire, etc. La polarisation, la formation de pôles de pouvoir, est toujours le résultat d'un conflit entre des acteurs. La caractéristique du moment actuel est que le nombre d'acteurs a été augmenté, en même temps que chacun d'entre eux a un plus grand pouvoir relatif. La modification de la structure globale, d'une structure unipolaire à un multipolaire, est effectuée à travers le contrôle, par des acteurs secondaires, des différents segments du pouvoir qui la conforment. Ces acteurs secondaires sont les puissances émergentes ou de second ordre et ces nations, qui basées en une potentialité spéciale et particulière, essayent de sauter à la scène internationale. Ils correspondent au premier taux, les nations comme la Chine et la Russie. Au second taux, appartient le Vénézuéla. La Russie, indépendamment de celles traditionnelles variables stratégiques territoire, population, etc., se à son pouvoir basé principalement la possession de deux ressources cruciales : énergie conventionnelle et capacité de guerre nucléaire. Le Vénézuéla trouve sa potentialité particulière dans son pétrole et dans son gaz naturel.

Bien qu'il soit certain que le Vénézuéla travaille sa stratégie internationale dans plusieurs directions simultanément (la Chine, la Russie, le Moyen-Orient, l'Inde et Amérique Latine), Moscou est un partenaire stratégique spécial dans ses plans géopolitiques. Si on examine les lignes stratégiques qui régissent la conduite des respectives politiques extérieure de la Russie et du Vénézuéla, nous trouverons plusieurs points en commun. Les deux gouvernements promeuvent l'idée de résistance à l'hégémonie globale des États-Unis, les deux communisant avec le concept de la multipolarité, les deux prétendent diminuer leur dépendance du marché américain et trouver des partenaires commerciaux nouveaux dans des troisièmes nations, tous les deux essayent de favoriser un renforcement de la structure politicien- juridique internationale représentée dans les organismes multilatéraux et les deux cherchent le renforcement du « leadership » partagée dans ses régions respectives (la

Russie avec la Chine en Asie et le Vénézuéla en Amérique Latine avec l'Argentine et le Brésil).

Uni à cela, l'affaire énergétique est l'épicentre de l'économie des deux nations. Pendant la III Réunion du Mécanisme Politique de Consultations Vénézuéla - Russie, qui a été effectuée à Caracas en mars 2005, le Vice-ministre d'Affaires Extérieures de la Fédération de la Russie, Serguei Kislyak, a déclaré que « *le Vénézuéla est pour la Russie un partenaire clef dans le Continent et très important dans le cadre de l'ONU et d'autres organismes multilatéraux où on définit le futur de l'humanité* ». Ce Mécanisme Politique de Consultation a été installé pour la première fois en mai 1999 à Moscou, et en 1992 on a effectué sa seconde édition dans cette même ville. Les linéaments des actuelles relations politiques entre ces nations sont contenus dans la Déclaration Conjointe souscrite entre les présidents Chávez et Putin en mai 2001.

Le Vénézuéla et la Russie promeuvent le système multipolaire international par la construction d'une stratégie d'intégration géopolitique basée en la plus grande forteresse des deux nations : son potentiel énergétique. L'élan au système multipolaire international basé en l'application politique du sujet énergétique se manifeste dans les accords pour le développement de l'exploitation et l'amélioration, signés entre les deux pays. L'agenda bilatéral entre les deux pays est conformé par des sujets qu'ils tendent à l'accroissement de la coopération dans différents domaines et dans celui de la concertation politique dans des affaires d'intérêt de l'agenda international. Un de ces domaines de coopération est le militaire. En plus de disposer la participation de l'investissement russe et l'équité dans l'expansion de l'industrie du pétrole du Vénézuéla, le Président Chávez prévoit aussi quelques recettes substantielles du pétrole pour s'embarquer dans un plan militaire de modernisation qu'il alignerait à Caracas militairement avec Moscou. Le plan considère l'acquisition de 40 hélicoptères russes transport et attaque, 50 avions MIG FULCRO et de 100 fusils d'assaut. Une relation militaire, bilatérale et forte entre la Russie et le Vénézuéla donnerait aussi à Moscou un secteur stratégique en Amérique du Sud septentrionale. En raison de cette négociation est apparue en février 2005, une réclame des États-Unis qui fortement a été réfuté par les deux nations. Effectivement, le Ministre russe d'affaires extérieures, Serguéi Lavrov a déclare à Moscou que « *la coopération militaire entre la Russie et le Vénézuéla ne dépasse pas le cadre des normes et les accords internationaux* ». En ajoutant que « *son pays est dans son droit de coopérer militairement avec tout état qui n'est pas sous des sanctions de Nations Unies ou d'autres organismes internationaux qui interdisent de telles transactions* ». S'avère contradictoire qu'un pays comme les États-Unis, que consacre 450.000 millions de dollars annuels à son budget de défense, quantité supérieure à la somme des frais des 18 pays qui la

suivent et qu'il représente 36% des frais mondiaux militaires, se préoccupe par une transaction à peine proche à aux 1.500 millions de dollars.

Avant tout ceci, c'est éminent que la politique énergétique russe dans le domaine international a été bien fait valoir en territoire vénézuélien. Les deux nations perçoivent que les bénéfices qu'elles peuvent apercevoir comprennent non seulement l'aspect simplement économique, mais il est projeté beaucoup vers une relation plus vaste qui satisfait, même, des motivations d'ordre politique. Pour la Russie c'est un succès dans son pari d'utiliser ses immenses ressources comme outil de sa politique extérieure et un pas en avant dans la concrétion de nouvelles affaires. La possibilité de grands investissements dans l'industrie énergétique vénézuélienne et l'ouverture de possibilités économiques dans des matières aussi variées que le militaire, la technologique ou l'industriel, s'ajoutent à la consolidation d'alliances idéologiques sur les sujets comme la multipolarité. Pour le Vénézuéla, qui vit un processus de changement structurel dans l'aspect de l'infrastructure économique et avec elle dans tous les aspects politiques, économiques, sociaux et idéologiques, la relation avec la Russie, entamée et fortifiée au moyen du sujet énergétique, est un pas de plus dans son intention de diversifier son marché énergétique, aspect qui non seulement est limité à l'exportation, mais au contraire comprend des sujets aussi divers que l'exploitation, le traitement, la commercialisation, la recherche et d'autres. Uni à cela, dans le Kremlin, le Vénézuéla obtient terre fertile pour nourrir ses convictions sur la multipolarité et par conséquent, un point d'appui pour contenir les intentions américaines sombres dans son contre.

CONCLUSION

L'importance vitale qui revêt l'énergie est une réalité indiscutable et motif de beaucoup des événements d'une plus grande pénétration depuis l'année 2001. Tout indique que l'accès ou le contrôle des sources d'énergie est, et sera encore, une priorité indiscutable du pouvoir stratégique et économique. La disponibilité d'énergie abondante s'est constituée dans un pilier de base pour le développement des nations ; être assuré d'un approvisionnement et un accès privilégié à la matière première énergétique constitue une puissante raison d'État. Posséder de nombreuses réserves de pétrole et de gaz, en plus de disposer de l'infrastructure nécessaire pour l'exploration, la production et la commercialisation de l'énergie c'est un avantage dans un monde où tout ou presque tout tourne autour des ressources énergétiques. Pour cette raison, et dans le contexte actuel, les concepts de sécurité nationale, de sécurité énergétique et de géopolitique sont étroitement en rapport. Pour tout État moderne, parler de

géopolitique s'avère presque synonyme de politiques en rapport avec l'énergie et avec la sécurité.

Au long des chapitres qui donnent la vie à ce travail on a décrit les potentialités énergétiques la Russie et du Vénézuéla. On a commenté ses politiques respectives dans cette matière et l'influence que celles-ci possèdent sur le développement des politiques internationales respectives. À l'égal on a fait une analyse des perspectives qui sont montrées pour les deux nations et des liens qui les unissent. Mais le plus important est situé dans la définition des possibles implications qu'en matière de sécurité a l'actuelle politique internationale russe sur le Vénézuéla. La réponse à cette interrogation soit eue dans la scène globale et est en rapport avec le maintien de la position hégémonique montrée par les États-Unis, la sécurité énergétique de ce pays et l'ambition de puissances de second rang, qui comme la Russie et la Chine essayent de rompre avec l'unipolarité imposée par Washington depuis l'effondrement de l'URSS et la fin de la guerre froide.

On ne pose pas, dans ce cas, une seconde version de la confrontation glacée dans laquelle se submergé le monde depuis 1945, mais si la concrétion d'une situation où ces puissances de second rang, soutenues, directement ou indirectement, par d'autres forces émergentes ou déjà établies, s'opposent à l'hégémonie américaine, cherchent casser l'unipolarité et essayent de concrétiser la multipolarité. Il s'agit par conséquent de la conformation de blocs de pouvoir, d'associations stratégiques qui offrent des bénéfices dans l'ordre économique, qui contribuent au développement mutuel et qui fortifient la position des pays respectifs dans les forums mondiaux respectifs, en commençant par les Nations Unies et particulièrement au sein du Conseil de Sécurité. Au contraire, cas comme celui de l'Iraq on à produire. Des armes de destruction massive ne se sont pas trouvées ni on n'a pas vérifié aucune relation du gouvernement de Bagdad avec un certain groupe terroriste et toutefois l'invasion s'est concrétée.

Là le danger pour le Vénézuéla. Les États-Unis ont clairement déterminé les scènes qui sont contradictoires avec sa sécurité nationale, particulièrement dans le domaine énergétique. Un de ces scénarios, et de celui qui nous occupe, est celui correspondant au Vénézuéla. L'existence d'un gouvernement vénézuélien qui revendique une politique extérieure et une politique économique autonome et incompatible avec les plans interventionnistes et les postulats néo-libéraux des États-Unis, représente une menace pour l'hégémonie de celui-ci en Sud Amérique. Les transformations entamées au Vénézuéla en 1999 au gouvernement de Caracas à défier et ont mis en interdiction l'hégémonie américaine dans la région. Deux éléments permettent de confirmer cette affirmation. D'une part, la récupération de l'économie vénézuélienne, principalement après le coup d'État du 2002 et de

la grève pétrolier illégal la même année⁵², a démontré qu'un modèle différent à ce qui est néolibéral peut conduire au bien-être économique des nations. Et, d'autre part, la politique autonome et intégrationniste a donné naissance à tout un mouvement qui cherche la conformation d'un pôle Latino-américain qui fortifie politiquement à la région. Conséquemment, les États-Unis, à son avis, possèdent deux raisons géostratégiques pour considérer au gouvernement du Vénézuéla comme un élément déstabilisateur en Amérique Latine : son pétrole et son modèle politique. Seconde conséquence, maintenant aperçue depuis l'optique vénézuélienne, l'interprétation américaine de « son concept » de sécurité énergétique et de « son concept » de sécurité nationale sont des présages mauvais pour la sécurité vénézuélienne. Le contrôle des sources d'énergie et l'action préventive, respectivement développés dans chaque des dits concepts sont la voix d'alarme.

Toutefois, et parallèlement, le Vénézuéla a développé avec la Russie, pays avec lequel il possède des coïncidences abondantes en matière de politique internationale et des affaires énergétiques, une relation qui promeut la croissance économique mutuelle, qui fortifie sa présence internationale et contribue à freiner « toute tentative hostile » contre soit même. Les bénéfices économiques dérivés des accords signés entre la Russie et le Vénézuéla, fortifient la position des deux pays sur le marché énergétique et consolident une association qui est projetée à d'autres domaines. Un de ces domaines est la sécurité. L'investissement de capitaux russes au Vénézuéla, l'affaire internationale des hydrocarbures et le maniement d'une agenda politique commun, sont des aspects qui contribuent à augmenter les intérêts de Moscou sur la relation avec le gouvernement de Caracas. Le pari du gouvernement vénézuélien dans la nouvelle relation avec la Russie c'est la multipolarité. Face à une potentiel menace que viens de l'actuel pouvoir hégémonique, il fortifier les liens avec autres nations et la consolidation d'un pouvoir multipolaire sont la meilleur option.

Finalement, il est important de souligner, que l'idée de la multipolarité, doit être alignée avec les principes de la démocratie. La multipolarité doit, par conséquent, rompre avec le schéma de double morale qui règne regrettablement dans l'Organisation des Nations Unies et doit permettre, en respectant les intérêts nécessaires de chaque nation, que les pays soient considérés, qu'ils soient traités et qu'ils soient comportés comme partenaires.

⁵²Grève parrainée par les cadres directrices de PDVSA pendant les mois de décembre de 2002 et janvier 2003. Les chefs de la grève exigeaient le renoncement du Président Chávez. La grève a causé des pertes à la nation calculée en plus de 800 millions de dollars.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. BALENCIE, Jean-Marc et de LA GRANGE, Arnaud « *Les nouveaux mondes rebelles* », Ed. Michalon, 2004.
2. BOYER, Yves et FACON, Isabelle « *La politique de sécurité de la Russie* » Fondation pour la Recherche Stratégique, 2000.
3. BUCKRELL, David et DUBIEN, Arnaud « *Énergie et politique dans la Russie de Poutine* » La Revue Internationale et Stratégique, N° 54, 2004.
4. GARCÍA BECERRA, Nelson « *Introduction à la Gérance Stratégique de la Sécurité et de la Défense* » Ed. Institut de Hautes Études de la Défense Nationale, 1997.
5. GOMART, Thomas « *Les trois enjeux du partenariat entre l'Union européenne et la Russie* », Politique Étrangère, 2004.
6. HILL, Fiona « *Energy Empire: Oil, gas and Russia's Revival* », The Foreign Policy Centre, 2004.
7. JIMÉNEZ, Isabel « *Le pétrole et ses implications dans l'économie mondiale* » Ed. Fondation d'Études Boursières et Financières, 2004.
8. MELÉNDEZ, Emilio « *Géopolitique Énergétique: Un sujet couvert de la globalisation* » Ed. Université de Monterrey, 2004.
9. RENARDET, Pascal « *Unit géopolitique mondiale de l'énergie et un plan stratégique pour la France* » Ed. Ellipses, 2004.
10. SANCHEZ ANDRÉS, Antonio « *L'Économie russe : Une décennie de transition* » Ed. Université de Valence, 2004.

Articles et dossiers sur Internet

1. BOLIVAR, Reinaldo « *La Russie de Putin s'approche au Vénézuéla* » publié sur le www.rnv.gov.ve
2. BURDMAN, Julio « *Chávez et la malédiction du pétrole* » publié sur le www.cadal.com
3. CARPIO, Mariano « *Pétrole et Géopolitique* » publié sur le www.crisisenergetica.com
4. EBEL, Robert « *Géopolitique du pétrole en Euro Asie* » publié sur le www.soberania.com
5. ÉLÉGANT, Mario « *Une coopération plus intégrale* » publié sur le www.argenpress.com
6. FERNANDEZ, Gustavo « *Le Vénézuéla : Autre front dans la guerre pétrolière mondiale* » publiée sur www.argenpress.com
7. FILIPOV, Yuri « *Russie et l'entreprise pétrolière* » publié par www.russianinformation.com
8. FREITAS, Manuel « *Le plan d'intervention étrangère au Vénézuéla* » publié sur le www.soberania.com
9. GENATIOS, Carlos « *Chine, l'énergie et le Vénézuéla* » publié sur le www.redvoltage.com
10. GIORDANI, Jorge « *Dépendance pétrolière : Défi permanent* » publiée sur www.redvoltage.com
11. GONZALEZ, Milko « *Ce qui est nouvelle tourne de Chávez : Implications politiques énergétiques* » publié sur le www.analitica.com
12. GONZALEZ, Milko « *Opère un changement dans la politique pétrolière et le Vénézuélien extérieur?* » publié sur le www.analitica.com
13. JALIFE-RAHME, Alfredo « *Du pétrole géopolitique au pétrole financier* » publié sur le www.redvoltage.com
14. KULIKOVA, Nina « *La politique extérieure russe* » publié sur le www.argenpress.com

15. KULIKOVA, Nina « *Perspectives du secteur pétrolier russe* » publié sur le www.argenpress.com
16. LOPEZ, Hebert « *Le Vénézuéla : Objectif de la guerre globale* » publiée sur www.soberania.com
17. MAÑUECO, Rafael « *Russie prétend supplanter à l'Arabie Saoudite* » publié sur le www.correodigital.com
18. MARTINEZ, Esperanza « *Conflits de guerre et pétrole* » publiée sur www.oilwatch.com
19. MATHEUS, Maria « *Guerre par pétrole en Amérique* » publiée sur www.ocnus.net
20. MIERES, Francisco « *Politique énergétique russe 2003* » publiée sur www.soberania.com
21. MIJARES, Miguel « *L'importance du pétrole russe pour le futur de l'ordre mondial* » publiée sur www.analitica.com
22. MORAZAN, Rodrigo « *STATOIL destine 100 millions de dollars à la plate-forme deltana* » publiée sur www.analitica.com
23. POCH, Rafael « *La Chine et la Russie : Partenaires Stratégiques* » publiée sur www.vanguardia.com
24. POIRE, Albanien « *Vénézuéla et Pétrole* » publié sur le www.analitica.com
25. POLEO UZCATEGUI, Victor « *Pétrole* » publiée sur www.soberania.com
26. SARDINE, Abel « *L'Amérique du Sud, nouveau facteur de la géopolitique internationale* » publié sur le www.redvoltaire.com
27. UHURU, Eleuterio « *Pourquoi le pétrole du Vénézuéla est fondamental pour l'administration Bush?* » publié sur le www.soberania.com
28. ZUBKOV, Vasili « *Vecteur latino-américain de la politique russe* » publié sur le www.argenpress.com
29. ZUBKOV, Vasili « *Est confuse la situation autour de l'oléoduc de l'Extrême Orient* » publié sur le www.russianinformation.com
30. ZUBKOV, Vasily « *En cherchant une alternative variable pour les détroits turcs* » publiée sur www.argenpress.com

Autres sources sur Internet

1. Agence Bolivarienne de Nouvelles / www.venpres.gov.ve
2. Banque Centrale du Vénézuéla / www.bvc.gov.ve
3. Banque Interaméricaine de Développement / www.iadb.org
4. Centre par la ouverture et le développement du Amérique Latine / www.cadal.com
5. Le Monde / www.lemonde.fr
6. Le Monde Diplomatique / www.monde-diplomatique.fr
7. Le Vénézuéla Analytique / www.analitica.com
8. Ministère de Communication et d'Information / www.minci.gov.ve
9. Ministère d'Énergie et des Mines du Vénézuéla / www.mem.gov.ve
10. Nations Unies / www.un.org
11. PDVSA / www.pdvsa.gov.ve
12. Petro Finances / www.petrofinances.com
13. Réseau Voltaire / www.redvoltaire.com
14. Soberanía / www.soberania.com

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	2
Introduction	3
1. La politique énergétique russe et son influence dans la conception et la conduite de sa politique internationale.	4
a. Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie russe.	4
b. Ambitions, politiques et stratégies russes dans le domaine énergétique.	5
c. Les relations extérieures de la Russie dans le domaine énergétique : état des lieux et perspectives.	7
2. L'Énergie : Pierre angulaire de la vie du Vénézuéla.	13
a. Le secteur énergétique comme principal pôle de l'économie vénézuélienne.	13
b. La politique énergétique vénézuélienne : Reflet de la nouvelle politique internationale.	15
c. Les ressources énergétiques et sa relation avec la sécurité de l'état vénézuélienne.	20
3. Répercussions de la politique énergétique russe sur la sécurité du Vénézuéla.	21
a. L'Énergie : Motif américain pour intimider au Vénézuéla.	21
b. L'Association stratégique entre la Chine et la Russie : Une relation qui va au-delà du « bon voisinage ».	25
c. L'Énergie : Pont stratégique qui unit à la Chine, la Russie et le Vénézuéla.	28
d. L'Alliance stratégique entre la Russie et le Vénézuéla.	29
Conclusions	32
Bibliographie	35
Table des Matières	37